



SIFÉE

Secrétariat international francophone  
pour l'évaluation environnementale

# RAPPORT ANNUEL

18 | 19



1<sup>er</sup> septembre 2019

Le fonctionnement du SIFÉE est soutenu par le ministère français de la Transition écologique et solidaire (MTES), le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC) et le ministère québécois des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF).



Le SIFÉE est associé à l'*International Association for Impact Assessment*.



MOTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION	
Mot du président	5
Mot du directeur général	6
ACTIVITÉS	
21 <sup>e</sup> Colloque international (Paris 2018)	7
Formation du SIFÉE (Yaoundé 2019)	8
22 <sup>e</sup> Colloque international (Cotonou 2019)	8
Atelier de formation en évaluation environnementale (Cotonou 2019)	9
ORGANISATION	
Direction et conseil d'administration	10
Membres	11
Réseau	11
Distinctions honorifiques	12
RAPPORT FINANCIER	
Bilan financier 2018	12
Prévisions budgétaires 2019	12
PERSPECTIVES 2018-2019	
Formation en évaluation environnementale	13
23 <sup>e</sup> Colloque international	13
ANNEXES	
Membres du conseil d'administration 2018-2019	14
Plan stratégique 2019-2021	15
Liste des membres organisationnels au 1 <sup>er</sup> septembre 2018	16
Liste des membres individuels au 1 <sup>er</sup> septembre 2018	17
Budget prévisionnel 2019	19

## MOTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION

### Mot du président



Ces deux années à la présidence du conseil d'administration (CA) ont été riches d'expériences grâce aux conseils et aux contributions de nos aînés. Il faut le rappeler, nos aînés ont apporté les premières pierres à la fondation de SIFEE et continuent de participer à son édification en tant qu'organisation. Je voudrais leur adresser mes vifs remerciements et leur rendre un vibrant hommage, particulièrement aux anciens membres du CA, messieurs Jean HÉBERT, représentant la société Hydro-Québec dans la catégorie « Amérique - Entreprise » et Samuel YONKEU représentant de l'Université AUBE NOUVELLE du Burkina Faso dans la catégorie « Afrique – Institution d'enseignement et de recherche ».

Ces derniers ont contribué à la cohésion et à la consolidation du « groupe » ; ils ont permis en quelque sorte de poser les jalons de la construction de notre édifice commun et à insuffler une dynamique nouvelle au SIFEE permettant la réalisation d'avancées significatives et durables dans l'atteinte de ses objectifs et des idéaux qu'il porte.

Au terme de mes deux années à la présidence, je prends la mesure de l'ampleur de la tâche à accomplir dans la mise en œuvre du dernier plan stratégique adopté. Le colloque de Paris, en septembre 2018, et la formation sur la gestion environnementale et sociale des sites miniers de Ouagadougou, en mai 2018, se sont déroulés à notre satisfaction et ont répondu à nos attentes sur le plan de la participation. Toutefois, l'annulation de la formation de Yaoundé questionne. Nous saurons certainement tirer des leçons de cette expérience. Je demeure confiant dans la poursuite du programme des formations nationales mettant l'emphase sur une approche partenariale avec les organismes du milieu.

Par ailleurs, je suis encouragé par l'engouement suscité par l'ouverture à l'adhésion de membres individuels. Toutefois, ce succès ne devrait pas nous détourner de l'objectif d'augmenter le nombre des adhérents dans la catégorie des membres institutionnels, étant donné l'importance de leur rôle dans la vie de l'organisation.

Je profite de l'occasion pour remercier les membres du CA pour leur collaboration et la direction du SIFÉE pour sa persistance. Malgré les difficultés, le directeur général continue inlassablement à œuvrer au développement pérenne du SIFEE.

Au demeurant, la seule et unique alternative valable qui s'offre à nous pour un avenir serein est celle de mettre nos ressources et nos efforts en commun afin de valoriser les acquis de notre organisation. La réalisation de cet objectif passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie dynamique, ainsi qu'un engagement sans faille et un travail sans relâche des membres du SIFÉE.

En terminant, je vous invite tous à œuvrer avec courage et détermination à la réalisation de nos projets futurs afin de perpétuer le rayonnement international de notre organisation.

Joël Ahoahome AGBEMELO-TSOMAFO

Président du conseil d'administration

## Mot du directeur général



L'année dernière s'est terminée sur une note optimiste avec la réalisation de la formation de Ouagadougou portant sur la gestion environnementale et sociale des sites miniers et la tenue du colloque international du SIFÉE à Paris. Également, la signature en début d'année d'une entente-cadre avec l'Institut de la Francophonie pour le Développement durable (IFDD) pour la réalisation de quatre formations pour la période 2019-22 annonçait une nouvelle ère de collaboration entre les deux organismes. Malheureusement, la première de ces formations qui devait avoir lieu à Yaoundé en avril 2019 a dû être annulée après un premier report, faute d'un nombre suffisant d'inscriptions.

Même si l'année 2018 s'est terminée avec un léger surplus, les déficits des trois années précédentes font en sorte que la situation financière du SIFÉE demeure critique. La direction a fait le maximum pour réduire les dépenses de fonctionnement de l'organisme et pour prélever toutes les sommes dues au titre des cotisations non payées par ses membres ou en vertu d'ententes avec divers partenaires pour la réalisation d'activités de formation, etc. Cependant, l'annulation de la formation de Yaoundé et l'incertitude entourant la viabilité financière du colloque de Cotonou, combinées au problème de trésorerie à court terme, soulèvent des doutes quant à la possibilité de maintenir les activités de l'organisme au-delà de la fin de l'année courante.

La direction a saisi le conseil d'administration (CA) de la situation à l'occasion de sa 72<sup>e</sup> réunion régulière, prolongée jusqu'au colloque afin de bénéficier de la présence en personne de plusieurs de ses membres. Des mesures sont proposées dans le document de travail qui circule au sein du CA pour sortir de cette crise. Outre des mesures contenues dans le document de planification stratégique (2019-22) adopté l'année dernière, la direction propose de repositionner le SIFÉE par rapport à sa mission.

En ce qui concerne notamment le volet renforcement des capacités en évaluation environnementale, la direction propose de conclure des ententes-cadres avec des organismes divers (agences publiques responsables des processus d'évaluation environnementale, bailleurs de fonds, organismes de développement, etc.) pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités à court et à moyen terme. S'échelonnant sur une ou plusieurs années ces programmes comporteraient la réalisation de plusieurs activités prenant la forme de formations ou de projets de nature diverse, chacun étant l'objet d'ententes spécifiques par la suite. En somme, cette proposition reprend pour l'essentiel l'approche de collaboration à long terme avec l'IFDD comportant la signature d'entente-cadre et d'ententes spécifiques par activité.

Mais encore, cette approche de collaboration à long terme s'appuie sur l'expérience acquise au cours des dernières années démontrant les limites des interventions ponctuelles. Le renforcement des capacités nécessite une vision à long terme intégrant le volet formation et le volet mise en œuvre des connaissances, notamment par la réalisation de projets pilotes. Cette approche peut être appliquée également à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes d'évaluation environnementale à l'échelle des pays nécessitant le renforcement des capacités des personnes et des institutions.

L'élaboration de programmes de renforcement des capacités sous la responsabilité du SIFÉE comporterait l'avantage de permettre aux partenaires concernés de mieux planifier leurs activités dans ce domaine. De plus, elle en faciliterait le financement à cause de la stabilité induite par une stratégie à long terme et de la prise en charge par un organisme crédible et libre d'ingérence de nature politique. Pour le SIFÉE cette approche assurerait une meilleure présence sur le terrain, nécessaire au rayonnement de l'organisme et à l'établissement de relations de confiance avec ses partenaires actuels et potentiels. En somme, qu'il s'agisse de cette proposition et d'autres qui émergeront des discussions au sein du CA, il importe d'innover et d'adapter la mission du SIFÉE aux besoins des intervenants du domaine.

L'intérêt soulevé par l'ouverture aux adhésions de membres individuels témoigne de l'intérêt porté au SIFÉE dans le milieu de l'évaluation environnementale. La réunion du CA qui a lieu actuellement et qui sera suivie par l'assemblée générale des membres du SIFÉE constitue l'occasion de lancer le débat, mais dont l'aboutissement ne saurait tarder.

Gilles CÔTÉ, Directeur général

## ACTIVITÉS



### **21<sup>e</sup> Colloque international et atelier de formation du SIFÉE en évaluation environnementale (Paris 2018)**

La 21<sup>e</sup> édition du Colloque international du SIFÉE s'est tenue à Paris (France), du 3 au 5 septembre 2018 sur le thème : « Gestion des controverses environnementales : quel est le rôle de l'évaluation environnementale ? ».

Le ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) et l'institut AgroParisTech se sont associés au Colloque, à titre d'organismes hôtes. Leur implication consistait à assister le SIFÉE à toutes les étapes du montage scientifique de l'événement et de l'organisation logistique. Leur appui a été essentiel au succès de cette rencontre internationale. Soulignons également l'apport considérable des organismes qui ont fourni un appui financier ou en nature à l'organisation du Colloque, soit : le ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES); la Société nationale des chemins de fer (SNCF) Réseau; AgroParisTech; Syntec Ingénierie; et la Commission nationale du débat public (CNDP).

L'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) ont également contribué au succès du Colloque en appuyant financièrement la participation de plusieurs acteurs et intervenants du domaine de l'évaluation environnementale. Il est finalement important de rappeler l'appui technique et scientifique essentiel qu'ont apporté les membres du comité organisateur et du comité scientifique.

L'édition 2018 du colloque international du SIFÉE à Paris a réuni 132 personnes en provenance d'une quinzaine de pays d'Afrique (10), d'Europe (3) et d'Amérique (2) pour discuter du rôle de l'évaluation environnementale dans la gestion des controverses environnementales. Le colloque se situe dans la basse moyenne des assistances pour cette activité qui se situe normalement plutôt entre 150 et 175 participants.

Cette 21<sup>e</sup> édition marquait un retour de l'événement en France après 9 ans d'absence. Elle a été l'occasion de faire le point sur la pratique de l'évaluation environnementale à partir de retours d'expérience en provenance de l'Hexagone, mais également du Canada, des Pays-Bas et de nombreux pays africains.

Plusieurs participants ont exprimé leur satisfaction au regard de la qualité des présentations. Toutefois, certains auraient souhaités disposer de plus de temps pour les échanges avec les conférenciers. Certaines séances comptaient jusqu'à cinq (5) interventions. Les ajustements apportés au programme jusqu'à la dernière minute expliquent en partie cette situation.

L'atelier de formation comptait une vingtaine de participants. Outre certains aspects liés à la logistique, les commentaires reçus sont positifs concernant les formules pédagogiques appliquées, les cas étudiés et la convivialité des échanges entre participants.

Sur le plan financier, l'événement fait ses frais, mais ne constituera pas une source de revenus contribuant de façon significative à équilibrer le budget de l'organisme pour l'année 2018. Outre les inscriptions, les appuis financiers reçus ont été plutôt modestes.

Outre ces dernières considérations, le colloque et l'atelier de formation ont été une occasion de collaboration avec nos partenaires, le MTES et AgroParisTech. La direction tient à remercier particulièrement Gwendoline ROUZIÈRE et Patrick DERONZIER du MTES, ainsi que Maya LEROY, Armelle CARON et Jeremy VENDE d'AgroParisTech. Elle remercie également les membres du comité organisateur et du comité scientifique du colloque, ainsi que le comité pédagogique de l'atelier, notamment Sylvain MONTEILLET et Loïc TRÉBAOL. L'événement de Paris est un succès. Il a été l'occasion de rapprochements entre le SIFÉE, ses partenaires et ses membres, point de départ de collaborations dans l'avenir.

## **Formation du SIFÉE (Yaoundé 2019)**



Comme mentionné dans le mot du directeur du SIFÉE, la formation qui devait avoir lieu à Yaoundé en avril 2019 sur le thème de la gestion environnementale et sociale des sites miniers a dû être annulée faute d'un nombre suffisant d'inscriptions. Le processus était piloté par un comité organisateur, créé en novembre 2018 et qui comptait parmi ses membres le délégué départemental du ministère des Mines (MINMIDT), le directeur des mines, le coordonnateur du CAPAM et le sous-directeur des évaluations environnementales du ministère de l'Environnement (MINEPDED), institutions à qui s'adressait la formation en priorité. Le comité scientifique comptait également des représentants de l'Université de Yaoundé et de l'Université de Dschang.

De plus, la formation prévoyait la participation d'une représentante de l'Intergovernmental Forum on Mining, Minerals, Metals and Sustainable Development (IGF) qui souhaitait présenter un projet de guide pour l'établissement d'un cadre légal des études d'impact environnemental et social et des plans associés dans le processus d'octroi des permis et négociation des contrats miniers. L'IGF souhaitait également consulter les participants à la formation sur le sujet. L'IFDD devait également présenter le projet de norme ISO pour la gestion durable des sites miniers.

L'annulation de la formation a eu plusieurs conséquences. D'abord, il s'agissait de la première de quatre formations réalisées avec l'appui financier de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) en application d'une convention de partenariat conclue entre les deux organismes en janvier 2019. Suite à l'annulation, en plus des pertes financières encourues en temps et en dépenses (annulation de billets d'avion), le SIFÉE a dû retourner la somme de 16 000\$ déjà reçue de l'IFDD comme premier versement d'un appui financier de 20 000\$ accordé pour la réalisation de cette formation. Qui plus est, comme autre conséquence, l'application de la convention de partenariat a été suspendue jusqu'à nouvel ordre conformément aux procédures applicables de l'IFDD.

Notre partenaire pour la réalisation de cette formation, le BRGM, a également subi des pertes étant donné le temps consacré à la préparation de formation et de dépenses diverses encourues en marge du déplacement. Qui plus est, en plus du formateur principal, M. Francis Cottard, le BRGM mettait à notre disposition gratuitement un autre membre de son personnel à des fins de formation.

## **22<sup>e</sup> Colloque international (Cotonou 2019)**

### *Description de l'évènement*

Activité phare du SIFÉE, le Colloque international en évaluation environnementale est le principal forum d'échanges pour l'expertise francophone en évaluation environnementale. Il regroupera encore cette année plus de 150 participantes et participants en provenance de 20 pays de la Francophonie.

Le Colloque de Cotonou portera sur le thème : « Évaluation environnementale et enjeux fonciers ». Cet évènement a pour objectif de réunir les acteurs de l'évaluation environnementale afin de faire le point sur les pratiques et de préciser les contours de ce domaine.

### *Partenaires scientifiques et techniques*

Le ministère du Cadre de vie et du Développement durable (MCVDD) et l'Agence béninoise pour l'environnement (ABE) se sont associés au Colloque, à titre d'organismes hôtes. Leur implication consiste à assister le SIFÉE à toutes les étapes du montage scientifique de l'évènement et de l'organisation logistique, en plus d'apporter un soutien financier important.

Soulignons également l'apport considérable des organismes qui ont fourni un appui financier ou en nature à l'organisation du Colloque, soit : la Banque africaine de développement (BAD), l'Association des promoteurs de drague du Bénin et le ministère du Cadre de vie et du Développement durable (MCVDD). Enfin, les Offices jeunesse internationaux du Québec

(LOJIQ) contribuent au Colloque en appuyant financièrement la participation de quatre jeunes participants canadiens.

#### *Contenu scientifique*

L'objectif du Colloque consiste à comprendre le rôle des questions foncières et leurs modes de régulation dans les domaines de l'évaluation environnementale et de la gestion de l'environnement, et cela dans la perspective d'apporter des pistes de solutions aux défis posés par le traitement de l'enjeu du foncier, particulièrement en contexte africain.

Les travaux du Colloque se dérouleront sur une période de trois jours. Les communications qui seront présentées en plénières couvriront les différents aspects du thème central du Colloque alors que des sessions simultanées seront dédiées à des thématiques générales liées au domaine de l'ÉE. Plus de 40 communications scientifiques seront présentées.

Une autre particularité de colloque est l'organisation de deux activités spéciales dédiées à la mise en débat d'enjeux spécifiques. La première réalisée avec la participation de messieurs Maman-Sani ISSA de la Banque africaine de développement (BAD), de Honoré Dhisso TOE, de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et de Jean-Claude GRISONI, de l'Agence du cadre de vie et du développement territorial (ACVDT) du Bénin sera consacrée aux réglementations foncières nationales et aux systèmes de sauvegarde des partenaires techniques et financiers. La deuxième réalisée avec la participation de représentants de la Commission néerlandaise de l'évaluation environnementale des Pays-Bas (CNÉE) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) portera sur le thème de l'intégration des enjeux foncières dans les processus d'ÉE. De plus, M. Christophe DEGUENON de l'UEMOA présentera la politique commune d'amélioration de l'environnement (PCAE). Dans les deux cas, la présentation des personnes invitées sera suivie d'un forum de discussion.

Cette formule est cohérente avec la mission du SIFÉE dont les activités visent à créer des occasions de mise en débat des problématiques liées à la pratique de l'évaluation environnementale avec la participation des intervenants du milieu.

#### **Atelier de formation en évaluation environnementale (Cotonou)**

Chaque année, le Colloque international du SIFÉE est couplé à une formation de haut niveau en ÉE. En marge du Colloque de Cotonou 2019, soit du 12 au 14 septembre, se tiendra un Atelier de formation portant sur le thème : « Évaluation environnementale et enjeux fonciers : la géomatique comme outil d'aide à la décision ». L'objectif de l'atelier de formation consiste d'abord à sensibiliser les praticiens de l'évaluation environnementale et les gestionnaires du territoire à la nécessité de disposer de données géoréférencées de qualité et au potentiel des outils offerts par la géomatique à cet égard. Ensuite, il vise à développer les capacités des intervenants afin d'en favoriser une utilisation optimum pour la prise de décision. Au moment de rédiger ce rapport, l'atelier de formation affichait déjà complet avec près de 90 participants.

## ORGANISATION



### Direction et conseil d'administration

Mélissa Martel a remplacé Antoni Cormier en début d'année au poste de gestionnaire, administration et projets. Mélissa possède une solide expérience en gestion de projets et en développement de partenariats internationaux.

La composition du conseil d'administration (CA) 2018-2019 et du comité exécutif est présentée à l'**annexe 1**. Cette période a été marquée par le remplacement des personnes siégeant au comité exécutif (CE), au poste de vice-présidente et de secrétaire-trésorier. Au poste de vice-présidente, la représentante du ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC), Cynthia Marchildon, a été remplacée par Marie-Lou Coulombe. Au poste de secrétaire-trésorier, le représentant d'Hydro-Québec, Jean Hébert, a été remplacé par Marjorie Harvey.

Ces dernières arrivées complètent le renouvellement du CA entamé depuis quelques années ; renouvellement nécessaire pour assurer la vitalité de l'organisme à moyen et long terme. Nous souhaitons la bienvenue à Marie-Lou Coulombe et Marjorie Harvey et les remercions de leur implication dans le SIFÉE.

Cette année, le conseil d'administration s'est réuni à deux reprises par voie électronique et se réunira une 3<sup>e</sup> fois au Colloque de Cotonou où sera aussi tenue l'assemblée générale de ses membres. Toutefois, il est important de mentionner que les liens entre la direction et le CA, particulièrement les membres du CE, ne se limitent pas aux réunions statutaires. La direction entretient des liens en continu avec plusieurs membres du CA, pour leur demander conseils et avis. Ces liens sont appelés à se renforcer au cours de la prochaine année étant donné les défis à relever à court terme et qui, plus que jamais, nécessitera une attention particulière et une implication active des membres du CA.

En effet, au-delà de la mise en œuvre le plan d'action 2019-2021 (**annexe 2**), une réflexion de fond doit être faite sur les moyens à déployer afin de permettre au SIFÉE de réaliser sa mission dans un environnement qui a changé depuis sa création en 1997. Entre autres, les besoins en renforcement des capacités ont sensiblement évolué. L'« offre de services » dans la « business de la formation » a augmenté et s'est diversifiée. Aujourd'hui, la plupart des agences publiques responsables de l'administration des processus d'évaluation environnementale et les bureaux d'études en Francophonie bénéficient de l'arrivée de diplômés de haut niveau dans leurs rangs, compétents et capables de réaliser des études de bonne qualité. Aussi, les besoins en formation sont plus pointus requérant des connaissances de plus en plus spécialisées et conséquemment plus difficiles à combler.

En même temps, les ressources auxquelles le SIFÉE avait accès pour offrir des formations accessibles au plus grand nombre deviennent de plus en plus difficiles à trouver. Il faut rappeler qu'au cours des dernières années le SIFÉE a bénéficié de la contribution, souvent à titre gratuit, d'experts en provenance d'agences ou ministères publics, de bureaux d'étude, de centres de recherche et d'institutions d'enseignement universitaire, ce qui n'est plus autant possible aujourd'hui en raison de la précarisation de la situation économique et budgétaire des uns et des autres.

Ces changements de la demande et de l'offre dans le domaine du renforcement des capacités en évaluation environnementale ont une incidence sur la viabilité économique des activités du SIFÉE dans ce domaine. Le coût de l'embauche (nécessaire) d'un expert du BRGM pour la formation sur la gestion environnementale et sociale des sites miniers à Ouagadougou (2018) n'est pas négligeable.

En ce qui concerne plus spécifiquement les colloques du SIFÉE, lors de la 64<sup>e</sup> réunion régulière du conseil d'administration (CA), j'avais soulevé la question de savoir dans quelle mesure le SIFÉE pouvait maintenir l'organisation annuelle de cet événement étant donné l'accroissement du nombre et de l'envergure de ce type d'activité à travers le monde et de la raréfaction des ressources accordées par les organismes publics et privés pour y participer.

## Membres

### *État de l'effectif*

En date du 1<sup>er</sup> septembre 2019, le SIFÉE comptait 33 membres organisationnels, répartis sur 13 pays francophones. Parmi les catégories de membres sont représentées comme suit : 8 organismes à but non lucratif; 12 entreprises; 10 organismes gouvernementaux; et 3 institutions d'enseignement ou de recherche. La liste actualisée des organismes membres est présentée à l'**annexe 3**.

Deux demandes d'adhésion sont en traitement. Il s'agit de celles du :

- Bureau national des évaluations environnementales (BUNÉE) – Burkina Faso; et
- Global Security and Environment Consultancy (GLOSEC) Bureau d'étude - Tchad

Les organismes n'ayant pas renouvelé leur adhésion au cours de l'année 2018 sont les suivants :

- BRL Ingénierie, France;
- Université Aube Nouvelle, Burkina Faso.

### *Membres individuels*

Lors de l'assemblée générale annuelle 2017, les membres du SIFÉE ont adopté une modification des statuts de l'organisme visant l'établissement d'une catégorie de membre « individuel ». Cette modification prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la direction a rapidement mis en place une procédure d'adhésion à titre individuel et a diffusé largement l'existence de cette nouvelle catégorie de membre.

La popularité de cette nouvelle option d'adhésion a continué d'attirer de nouveaux membres en 2019. Toutefois seulement huit d'entre eux avaient acquitté leurs frais d'adhésion au moment d'écrire ce rapport. Depuis 2018, plusieurs dizaines de demandes d'adhésion individuelle ont été reçues et une quarantaine de personnes ont donné suite à l'acceptation de leur adhésion. La liste des membres individuels est publiée sur le site Internet du SIFÉE et est reproduite à l'**annexe 4**.

## Réseau



Le SIFÉE rayonne bien au-delà de son bassin de membres. Il anime également un réseau élargi de spécialistes et d'intervenants francophones en évaluation environnementale.

### *Diffusion d'information en évaluation environnementale*

Afin de favoriser le développement et le partage d'information en évaluation environnementale dans l'espace francophone, le SIFÉE publie intégralement les actes de ses Colloques internationaux en évaluation environnementale et le contenu de ses formations. Les Actes du Colloque de Cotonou seront mis en ligne dans les semaines qui suivront l'événement.

Le site web et la page Facebook du SIFÉE servent également à diffuser les activités et les publications de ses membres et partenaires. Sa liste de diffusion compte plus de 4000 adresses et rejoint un vaste bassin d'intervenants et de praticiens dans différents domaines liés à l'évaluation environnementale.

### *Les correspondants du SIFÉE*

Toujours mû par leur mission de développement et de promotion de l'expertise francophone, le SIFÉE a lancé, l'année dernière, le projet « Les correspondants du SIFÉE ». Ce projet consistait à recruter des personnes-ressources qui devaient agir à titre de correspondants du SIFÉE dans les différentes régions de la Francophonie. Leur principale mission était de dynamiser les échanges d'information entre le SIFÉE et son réseau et entre les différentes régions qu'il couvre.

Nous avons reçu et publié deux chroniques de nos correspondants cette année. Nous prévoyons lancer un nouvel appel à candidatures dès cet automne afin de recruter de nouveaux correspondants, l'objectif étant de publier une chronique par mois.

## Distinctions honorifiques



La distinction honorifique attribuée en tant qu'Ami du SIFÉE va cette année à Jean Hébert. Jean a siégé au CA une dizaine d'années de 2009 à 2019. Il a exercé la fonction de secrétaire-trésorier toutes ces années et de président du CA de 2015 à 2017. Il a représenté l'Association québécoise pour l'évaluation d'impact (AQÉI) au départ et par la suite Hydro-Québec (HQ) au sein du conseil d'administration du SIFÉE. D'ailleurs, Jean a été vice-président de l'AQÉI pendant 6 ans (2007-2013) ce qui témoigne de son engagement pour la promotion de la pratique de l'évaluation environnementale au Québec comme dans les pays membres de la Francophonie.

Peu le savent, mais Jean a collaboré à la création du SIFÉE en compagnie de Pierre Senécal pour assurer la collaboration d'HQ. Depuis sa création, il a participé à la plupart des colloques annuels en tant que conférencier et aux écoles d'été du SIFÉE en évaluation environnementale en tant que formateur. De plus, il s'est impliqué activement dans l'organisation de ces activités en tant que membre des comités scientifiques et d'organisation de ces événements.

La devise qui décrit le mieux l'implication de Jean Hébert au cours des années est : « Toujours prêt ! »

## RAPPORT FINANCIER



### Bilan financier 2018

Grâce à l'effet combiné de la réduction des coûts de fonctionnement et des revenus tirés du Colloque de Paris et de la formation de Ouagadougou, l'exercice financier 2018 s'est terminé avec un surplus de 3,723\$. Malgré tout, les revenus couvrent tout juste les frais de fonctionnement du Secrétariat.

### Prévisions budgétaires 2019

Le budget prévisionnel 2019 du SIFÉE, tel qu'adopté par le conseil d'administration lors de sa 71<sup>e</sup> réunion régulière, est présenté à l'**annexe 4**. Il s'agit d'un budget prévoyant un solde positif des produits sur les dépenses de près de 10,000 CAD.

Le solde prévisionnel est moins élevé que celui du budget de 2018 en raison de l'augmentation des charges salariales suivant l'embauche à temps plein de Mélissa Martel et du retour de Gilles Côté à quatre jours par semaine au lieu de trois. Nous avons réduit nos dépenses de télécommunications de moitié en changeant de fournisseur et en réduisant le nombre de services. Nous avons doublé le montant prévu en cotisations individuelles au budget 2018 pour refléter le montant des cotisations reçues au cours de la dernière année. Nous espérons que la tendance se maintiendra et que la popularité des adhésions individuelles continuera d'augmenter.

Nous avons prévu que les revenus associés à la formation de Yaoundé et au Colloque de Cotonou couvriraient les dépenses d'organisation des événements et une partie des dépenses de fonctionnement, mais l'annulation de la formation de Yaoundé nous a occasionné des dépenses, a accaparé beaucoup de temps et n'a rapporté aucun revenu.

## PERSPECTIVES 2019-2020



### **Formations en évaluation environnementale**

Comme mentionné en introduction dans le « mot du directeur », des discussions auront lieu au sein du conseil d'administration (CA) au cours des prochaines semaines concernant l'approche de collaboration pour la réalisation des formations en évaluation environnementale. Également, dans les semaines suivantes le colloque de Cotonou, la direction rencontrera les représentants de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) concernant l'application de la convention de partenariat qui porte sur la réalisation de quatre formations en évaluation environnementale. Il découlera de ces rencontres et discussions une stratégie et des actions spécifiques à réaliser à court et à moyen terme.

### **23<sup>e</sup> Colloque international (Canada 2020)**

Des discussions très préliminaires ont eu lieu et devraient se poursuivre pour la tenue du prochain colloque du SIFÉE au Canada avec la représentante de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale responsable de l'application de loi canadienne d'évaluation environnementale. Aucun thème n'a encore été établi.

## ANNEXES

### Annexe 1 : Membres du conseil d'administration 2018-2019

	Président sortant	<i>M. Jean Hébert, Canada</i>	
	<b>Titre</b>	<b>Organisation</b>	<b>Représentation</b>
<b>Comité exécutif</b>	Président Élection: novembre 2017	JAT Consulting <i>M. Joël Ahoahome AGBEMELO-TSOMAFO</i> Termine en 2019 (2 ans)	Afrique - Entreprise
	Vice-présidente Élection : septembre 2018	Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES), France <i>Mme Gwendoline ROUZIÈRE</i> Termine en 2021 (3 ans)	Europe - Organisme gouvernemental
	Vice-présidente Élection : novembre 2017	Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC) <i>M. Marie-Lou COULOMBE</i> Termine en 2020 (3 ans)	Amérique - Organisme gouvernemental
	Secrétaire-Trésorier Élection: Septembre 2018	Hydro-Québec <i>Mme Marjorie HARVEY</i> Termine en 2021 (3 ans)	Amérique - Entreprise
	Membre du Conseil Élection: Novembre 2017	AgroParisTech-ENGREF, France <i>Mme Maya LEROY</i> Termine en 2020	Europe - Institution d'enseignement ou de recherche
<b>Conseil d' administration</b>	Membre du Conseil Élection : Octobre 2016	Groupe d'Études interdisciplinaires en Géographie et Environnement régional de l'UQAM (GEIGER) <i>M. Claude CODJIA</i> Termine en 2019	Amérique - Institution d'enseignement ou de recherche
	Membre du Conseil Élection: Septembre 2018	Association nigérienne des professionnels en études d'impact sur l'environnement <i>M. Hassane DJIBRILLA CISSÉ</i> Termine en 2021 (3 ans)	Afrique - Organisme à but non lucratif
	Membre du Conseil Élection: Octobre 2016	Agence béninoise pour l'Environnement (ABE), Bénin <i>M. François-Corneille KÊDOWIDÉ</i> Termine en 2019	Afrique - Organisme gouvernemental
	Membre du Conseil Élection: Septembre 2018	<i>M. Ambroise Urbain FOUTOU</i> Termine en 2021 (3 ans)	Afrique - Représentant – membre individuel
	Membre du Conseil Élection: Novembre 2017	Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI) Termine en 2020	Amérique - Organisme à but non lucratif
	Membre du Conseil Élection : Octobre 2016	Egis Structure et Environnement <i>Mme Virginie Defromont</i> Termine en 2019	Europe - Entreprise
	Membre du Conseil Élection :	Vacant	Europe – Organisme à but non lucratif
	Membre du Conseil Élection :	Vacant	Afrique - Institution d'enseignement ou de recherche

## Annexe 2 : Plan stratégique 2019-2021

Plan stratégique 2019-2021		
Orientations	Démarches / Projets / Actions	Lieux / Échéanciers
<b>Objectif 1 : Augmenter les revenus liés au fonctionnement</b>		
<b>1.1 : Élargir le bassin de membres</b>	1.1.1 : Mettre en œuvre une démarche systématique de recrutement dans les régions et les catégories sous-représentées	Élaboration (2018); Mise en œuvre (chaque année)
	1.1.2 : Approcher des organismes faisant partie de la nouvelle sous-catégorie de membre "Administration locale, municipale ou régionale"	(janvier 2019)
	1.1.3 : Publiciser la nouvelle catégorie de membre "individuel"	(deux fois par année, janvier et juillet)
<b>1.2 : Trouver de nouvelles subventions au fonctionnement</b>	1.2.1 : Approcher de manière ciblée de nouveaux grands contributeurs potentiels parmi les organismes gouvernementaux (Europe et Amérique)	(janvier à juin 2019)
	1.2.2 : Effectuer des demandes auprès de fondations, d'ONG et de banques de développement susceptibles d'être intéressées par notre mission	(janvier à juin 2019)
<b>1.3 : Explorer de nouveaux modes de fonctionnement moins coûteux</b>	1.3.1 : Explorer les possibilités d'association ou de mutualisation avec une autre organisation (organisation internationale, centre de recherche, etc.)	(juillet à décembre 2019)
	1.3.2 : Évaluer les avantages et inconvénients du statut d'organisme de bienfaisance et entamer les démarches requises, le cas échéant	(juillet à décembre 2019)
<b>Objectif 2 : Augmenter les revenus liés aux activités</b>		
<b>2.1 : Augmenter la fréquence des activités génératrices de revenus</b>	2.1.1 : Assurer la réalisation d'un Colloque international par année et commencer la planification deux ans à l'avance	Bénin (septembre 2019); Canada (septembre 2020)
	2.1.2 : Réaliser une deuxième édition de la Formation sur la gestion et la fermeture des sites miniers et industriels	Afrique centrale (avril 2019)
	2.1.3 : Lancer un appel à propositions parmi les membres pour la réalisation de nouvelle "Formations du SIFÉE"	Annuellement
<b>2.2 : Trouver de nouveaux mandats ponctuels à court terme</b>	2.2.1 : Déposer, en partenariat avec l'AQOCI, un projet de renforcement des capacités des organismes de coopération internationale à AMC	Dépôt (décembre 2018); Réalisation (automne 2019)
	2.2.2 : Offrir nos services aux banques de développement (BM, BAD, etc.) pour répondre à leurs besoins en matière de renforcement des capacités	(2019-2020)
	2.2.3 : Adapter l'offre de services du SIFÉE afin de pouvoir répondre aux nouvelles normes d'appels d'offres de l'IFDD-OIF	Adaptation (2018); offre de services (2019-2020)
<b>2.3 : Explorer de nouveaux partenariats pour des collaborations à long terme</b>	2.3.1 : Négocier des ententes-cadres de collaboration avec les banques de développement (BM, BAD, etc.)	(2019-2020)
	2.3.2 : Négocier des ententes-cadres de collaboration avec des universités et centres de recherche	(2019-2020)

### Annexe 3 : Liste des membres organisationnels au 1<sup>er</sup> septembre 2019

Agence béninoise pour l'Environnement (ABE), Bénin

Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE), Togo

AgroParisTech, France

Association camerounaise pour l'évaluation environnementale (ACAMEE), Cameroun

Association nigérienne des professionnels en études d'impact environnemental (ANPÉIE), Niger

Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI), Canada

BIOTOPE Madagascar, Madagascar

Bureau d'études, recherches et consultations environnementales du Congo (BERCECO), Rep. Dém. du Congo

Bureau national d'évaluation environnementale (BNEE), Niger

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), Canada

Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), France

Bureau national des évaluations environnementales (BUNÉE), Burkina Faso

Chambre ivoirienne des Experts-conseils en Évaluations environnementales et Sociales (CIVEXES), Côte d'Ivoire

Communauté électrique du Bénin (CEB), Togo

Egis Structures et Environnement, France

Global Security and Environment Consultancy (GLOSEC), Tchad

Groupe d'Experts pour le Développement durable (GEDD-Sarl), Mali

Groupe d'Étude et de Recherches en Population-Environnement et Développement (GERPED), Burundi

Groupe d'Études interdisciplinaires en Géographie et Environnement régional (GEIGER) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada

Groupe d'Experts pour une Responsabilité Sociale et Environnementale (GERSE), Burkina Faso

Haut-Commissariat à l'Aménagement de la Vallée du Niger, Niger

Hydro-Québec, Canada

JAT Consulting SARL, Togo

Land-Ressources Sarl, Madagascar

Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES), France

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), Canada

Ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC), Canada

NEXON Consulting, Côte d'Ivoire

Office national pour l'environnement (ONE), Madagascar

SAVAIVO, Madagascar

Service d'appui à la gestion de l'environnement (SAGE), Madagascar

Société d'études et de conseils pour le développement et l'environnement (SECDE), Togo

Université d'Abomey-Calavi (UAC), Faculté des Lettres, Arts et Sciences humaines (FLASH), Bénin

#### Annexe 4 : Liste des membres individuels au 1<sup>er</sup> septembre 2019

Akouvi Okpè ABALO  
Juriste environnementaliste  
Togo

Jean-Pierre BEYA DIBUE  
Professeur, Institut supérieur des techniques médicales  
/ Université de Kinshasa  
Rép. Dém. du Congo

Noé DESTIN  
Directeur Adjoint, Bureau National d'Évaluation  
Environnementale (BNEE)  
Haïti

Abla Mimi EDJOSSAN-SOSSOU  
Chercheur  
France

Abderrahim EL BOUKHARI  
Ingénieur  
Maroc

Martin Luther FENJOU NJOYA  
Chef du département environnement, Arab Contractors  
Cameroun

Ambroise Urbain FOUTOU  
Consultant en évaluation environnementale  
Bamako, Mali

Yvon GUERRIER  
Chargé de Relations Publiques et Internationales,  
Porteur de Dossier Développement Durable et  
Résilience  
Delmas, Haïti

Alain P. K GOMGNIMBOU  
Chercheur-Enseignant, Centre National de la Recherche  
scientifique et technologique  
Burkina Faso

Sotelle HOUËSSOU  
Consultant individuel  
Bénin

Attoumane Tara INZOUNDINE  
Socio-organisateur chargé du suivi et évaluation de  
projets  
Comores

Pingd-Wendé Stanislas KABORE  
Environnementaliste  
Burkina Faso

Koffi Chrysogone KASSEGNE  
Directeur, Cabinet décisionnel management consulting  
Cotonou, Bénin

Keiba Noël KEUMAN  
Enseignant  
Côte d'Ivoire

Kouadio Arnaud KOUAME  
Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guee  
Daloa  
Daloa, Côte d'Ivoire

Marc-Antoine LADOUCEUR  
Président, Auditera  
Canada

Jean-Paul LEDANT  
Consultant indépendant, collaborateur externe de  
l'IGEAT (ULB) et de l'IDD (Institut pour un  
développement durable)  
Belgique

Badara MBAYE  
Directeur, Cabinet ICO DAKAR SÉNÉGAL  
Sénégal

Alain Christian MBIH NJOH BOMOUT  
Cameroun

Guy MERCADIER  
Consultant  
France

Ayao MISSOHO  
Professeur, École Inter-États des Sciences et Médecine  
vétérinaires (EISMV)  
Sénégal

Ghinlain Thierry MOTCHEBONG  
Surintendant, santé, sécurité, environnement. Nordgold,  
Bissa  
Ouagadougou, Burkina Faso

Abdoul NASSER  
Enseignant-chercheur  
Cameroun

Anne Raynale Brunelle NGO NJEHEMLE epse  
MAHOUE  
Expert environnementaliste  
Cameroun

Eugène NDEMA NSOMBO  
Étudiant en Maitrise gestion de l'environnement,  
Université de Sherbrooke campus de Longueuil  
Canada

Yedalanwo Francis NINGOU  
FOUNDER & CEO, YEDAN  
Côte d'Ivoire

Jacqueline NTSAMA ATANGANA  
Docteur - Enseignant chercheur et Chef de  
Département, Université de Ngaoundéré  
Cameroun

Pierre OUANGBAO  
Expert en évaluation environnementale  
Bangui, République Centrafricaine

Yagnama Rokia OUATTARA EPSE COULIBALY  
Chercheur, Centre de Recherche en Écologie (CRE),  
Université Nangui Abrogoua (UNA)  
Côte d'Ivoire

Watta OUEDRAOGO KOULIBALY  
Directrice de l'Assainissement et de la Prévention des  
Risques environnementaux, ministère de  
l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)  
Burkina Faso

Pierre OYO  
Conservation de la faune congolaise (CFC)  
Brazzaville, Congo

Pierre REBOUILLON  
Docteur, REBOUILLON  
France

Félix Junior RONY  
Consultant en évaluation environnementale et sociale  
Port-au-Prince, Haïti

Claude SALUMU  
Expert juriste en évaluation environnementale  
Agence congolaise de l'Environnement  
Rep. Dem. du Congo

Mohamed Abdellahi SELME  
Directeur Adjoint / Direction du Contrôle  
environnemental, ministère de l'Environnement et du  
Développement durable  
Mauritanie

Pierre SENÉCAL  
Consultant indépendant (spécialisé en évaluation des  
impacts sociaux)  
Canada

Jean SIMOS  
Docteur, Université de Genève  
Suisse

Ghislain TCHAKOUNTE NOUDJA  
Avocat, Barreau du Cameroun  
Cameroun

Franck Ghislain Kokou Awaz TOUDJI-BANDJE  
Étudiant, Université Aube Nouvelle  
Burkina Faso

Jean de Dieu Hermann ZONGO  
Étudiant, Université Aube Nouvelle (UAUBEN)  
Burkina Faso

## Annexe 5 : Budget prévisionnel 2019

	\$CAD
<b>Produits</b>	
Cotisations des membres	16 500
Subventions fonctionnement	58 000
Subventions activités	76 150
Inscriptions activités	167 000
Intérêts	250
	<b>317 900</b>
<b>Charges</b>	
Salaires et charges sociales	119 359
Activités	160 000
Promotion et représentation	2 000
Loyer	12 200
Taxes et assurances	3 200
Communications	2 100
Frais de bureau	2 900
Honoraires professionnels	3 500
Frais bancaires	3 000
	<b>308 259</b>
<b>Résultat</b>	<b>9 641</b>

